



**Demande de financement auprès de la Deutsche Forschungsgemeinschaft
du groupe de chercheuses
« Landnahme, accélération, activation :
(dé)stabilisation des sociétés de croissance modernes »**

Plan :

- 1 Informations générales
 - 1.1 Sujet
 - 1.2 Porteurs de projet
 - 2 Résumé
 - 3 *Landnahme*, accélération, activation – modes de stabilisation à l’heure de la crise
 - 3.1 Contextualisation de la problématique et idée directrice
 - 3.2 Fondements théoriques
 - 4 Questions de recherche, axes de recherche, innovations théoriques
 - 4.1 Qu’est-ce que la croissance et à quoi sert-elle ?
 - 4.2 Questions de recherche
 - 4.3 *Modus operandi*, axes de recherche, innovations théoriques
 - 4.4 Méta-thèmes
 - 5 Lieu, structure du centre, modalités de travail, chercheurs associés
 - 5.1 Lieu et infrastructure de personnel
 - 5.2 Modalités de travail et structure du centre
 - 5.3 Chercheurs associés et comités
 - 6 Moyens demandés
- Annexe (calendrier, bibliographie, réponses positives, manifestations d’intérêt, etc.)

1 Informations générales

1.1 Sujet

Landnahme, accélération, activation : (dé)stabilisation des sociétés de croissance modernes

1.2 Porteurs de projet

Klaus Dörre, professeur de sociologie du travail, de l’industrie et de l’économie à l’université Friedrich Schiller d’ Iéna (interlocuteur), e-mail : Klaus.Doerre@uni-jena.de

Stephan Lessenich, professeur d’analyse comparative des sociétés et des cultures à l’université Friedrich Schiller d’ Iéna, e-mail : Stephan.Lessenich@uni-jena.de

Hartmut Rosa, professeur de sociologie générale et théorique à l’université Friedrich Schiller d’ Iéna, e-mail : Hartmut.Rosa@uni-jena.de

2 Résumé

Les sociétés modernes sont des sociétés de croissance dynamiques. Qu'elles se soient formées suivant un modèle capitaliste ou socialiste, leur stabilité relative a reposé et repose encore, au travers des nombreuses périodes de crise, sur un accroissement de leur efficacité économique-technologique et de leur prospérité matérielle. Depuis la double crise économique et écologique contemporaine, une rupture se dessine toutefois dans la continuité de ces sociétés. La hausse de la croissance n'entraîne plus un accroissement du bien-être et la croissance technologico-économique est devenue elle-même l'un des moteurs de la crise. Par conséquent, la question de l'interaction entre les processus d'autostabilisation dynamique à l'œuvre dans les sociétés modernes et les principes de légitimation de ces mêmes sociétés se pose de nouveau également pour les sociologues. Selon les porteurs du projet, la logique d'augmentation perpétuelle qui anime les *Landnahmen*, accélérations et activations incessants a probablement dépassé un seuil critique au-delà duquel les impératifs de dynamisation de la modernité capitaliste se trouvent eux-mêmes remis en question. Les processus de crise et de changements qui en découlent semblent converger à l'heure actuelle vers une remise en cause du régime de croissance conventionnel. C'est pourquoi le centre de recherche envisagé se penchera en priorité sur la problématique de la croissance. Étant donné qu'ils s'intéressent à un objet en mutation, les porteurs du projet se proposent d'adopter une méthode dialogique fondée sur le principe de la controverse constructive. Cette méthode permet d'étudier des processus ouverts et inachevés de changement social au moyen d'expérimentations intellectuelles systématiques et d'approches discursives. Le format du centre de recherche réunissant un groupe de chercheurs offre les conditions idéales pour aborder ce champ d'expérimentation sociologique. Les porteurs du projet souhaitent faire du centre un laboratoire permettant à la fois d'analyser la transformation du régime de croissance capitaliste et de l'accompagner d'un point de vue critique. Ce projet poursuit trois objectifs : (1) analyser la problématique de la croissance dans les sociétés modernes à l'aide des concepts de *Landnahme*, d'accélération et d'activation et dans le cadre d'un dialogue mené avec des représentantes de la discipline reconnues à l'échelle internationale, de jeunes chercheurs brillants ainsi que des expertes praticiennes ; (2) exploiter le potentiel d'innovation théorique de ces trois concepts de dynamisation ; (3) offrir, en tant que forum doté d'une visibilité internationale, un espace pour débattre des potentialités et des limites d'un passage à des sociétés de non-croissance. Dans la lignée des travaux menés au sein de l'unité de recherche SFB 580 ainsi que des travaux passés des porteurs du projet, le centre de recherche a pour ambition d'apporter une expertise sociologique à une controverse sociale majeure qui est en passe d'agiter l'opinion publique non seulement des sociétés européennes et mais également d'autres sociétés pour de longues années.

3 *Landnahme*, accélération, activation – modes de stabilisation à l'heure de la crise

Afin d'explicitier la pertinence du projet de recherche, on présentera ci-dessous le contexte de la problématique envisagée et l'idée directrice du groupe de chercheuses du centre (3.1) ainsi que les fondements théoriques des travaux prévus (3.2).

3.1 Contextualisation de la problématique et idée directrice

Notre projet de recherche repose sur l'idée que le renouveau de la controverse sur la croissance économique conventionnelle masque une problématique plus profonde. Cette problématique prend sa source dans le fait que les sociétés modernes ne peuvent se stabiliser et se reproduire que de manière dynamique. Or, selon nous, le principe même de la stabilisation dynamique des sociétés est remis en question à l'heure actuelle. Jusqu'à présent, il était admis que les sociétés modernes – c'est-à-dire capitalistes pour l'époque contemporaine – avaient besoin de différents générateurs de croissance pour se reproduire et se stabiliser. Toutefois, depuis la double crise économique et écologique contemporaine (Altvater 2010, Dörre 2010a), les limites de l'orientation vers la croissance conventionnelle se font sentir puisque la dynamique d'augmentation incessante ne permet pas de surmonter durablement les problèmes structurels de pénurie et les phénomènes de crise (Rosa 2005). À la différence des crises précédentes, la crise économique en cours depuis 2008/2009 n'a pas épargné les centres occidentaux (Sorkin 2009, Galbraith 2009). À l'heure actuelle, toute intervention politique en réaction à la crise tend à produire de nouvelles failles. Selon les estimations les plus faibles, la perte de prospérité mondiale due à la crise atteignait déjà 15 milliards de dollars US en 2009. On estime à environ cinq milliards d'euros le montant des moyens financiers investis dans les mesures de soutien au secteur bancaire pour les seuls dix plus grands pays industriels (Steinbrück 2010 : 187). Afin de réunir ces sommes colossales, les États s'exposent au risque de surendettement. À la crise économique mondiale succèdent donc les crises des finances publiques (Streeck 2010), du système monétaire international et du régime hégémonique qui domine depuis longtemps les relations internationales (Boris/Schmalz 2011). Sur le plan social également, les conséquences de cette configuration de crise sont manifestes. Ainsi, dans les capitalismes anglophones et d'Europe du Sud notamment ainsi que dans certains pays en développement, le chômage, la pauvreté et le travail précaire ont connu une hausse sensible (ILO 2008). Même dans les pays où – comme en Allemagne – le moteur de la croissance économique a redémarré et où les chiffres officiels du chômage sont en baisse, on assiste à une progression de l'emploi précaire et faiblement rémunéré. En outre, le redressement économique et l'intégration d'un plus grand nombre de personnes au marché du travail s'accompagnent d'une montée des inégalités verticales et horizontales (Statistisches Bundesamt 2009, Vogel 2009, Grabka *et al.* 2010, Weinkopf 2010). L'une des conséquences les plus évidentes de ces évolutions est l'intensification des luttes pour la répartition des richesses. Dans les pays scandinaves et en Allemagne, ces conflits se déroulent majoritairement suivant un schéma bien réglé. En revanche, dans des pays tels que la France, l'Espagne, la Chine et dernièrement au Maghreb et en Égypte, ces conflits se sont transformés ponctuellement en révoltes violentes (Wacquant 2008, Waddington *et al.* 2009, Roth 2010, Hardt/Negri 2010).

Il apparaît avant tout que ces mêmes stratégies qui sont destinées à surmonter la crise *économique* tendent en réalité à aggraver la crise *écologique*. Il semble pour le moins que ni une simple relance de la croissance économique conventionnelle ni une expansion foudroyante des pays du BRIC ne permettront de régler la question, car ces stratégies accélèrent plus encore l'exploitation des ressources et accroissent aussi bien les émissions polluantes que les conséquences négatives du changement climatique (Welzer 2008, Müller 2009, Grober 2010 ; au sujet du changement climatique : Stern 2007, 2009). Le caractère irréversible des dangers écologiques ainsi générés est depuis longtemps avéré (Beck 1986, 1988) et il contraint avant tout les pays du centre occidental à mettre en place des changements dans un laps de temps restreint. Pour atteindre ne serait-ce que les principaux objectifs climatiques, les pays industriels devraient par exemple réduire de 30 % leurs

émissions de CO₂ d'ici 2020. Depuis le début des années 1990, l'Union européenne n'a cependant atteint qu'une réduction de 1,5 %. Seul « le changement structurel le plus profond et le plus radical qu'une économie n'ait jamais réalisé » permettrait de se rapprocher de l'objectif climatique fixé, avancent aussi bien des chercheuses en sciences sociales que des praticiens conscients des enjeux actuels (Machnig 2007 : 14 *sq.*, Leggewie/Welzer 2009). De même, si l'on souhaite permettre aux pays du Sud de connaître la croissance, il est nécessaire que les pays développés se détournent rapidement de la voie de la croissance conventionnelle (Jackson 2009, Galbraith 2009).

Partant cette problématique, les porteurs du projet estiment qu'il est nécessaire, pour déterminer les potentialités, le coût et les limites du maintien d'une orientation vers la croissance, d'analyser au préalable le caractère fondamentalement dynamique des sociétés capitalistes modernes. Chacun d'entre eux a formulé de manière indépendante un concept visant à analyser les principes élémentaires de dynamisation de ces sociétés. Selon ces trois concepts, toutes les formations sociales capitalistes, au-delà de leurs différences, fondent leur stabilité relative sur des phénomènes continus de *Landnahme* (socioéconomique), d'accélération (culturelle) et d'activation (régulée politiquement). La complémentarité de ces logiques de dynamisation a d'ores et déjà fait l'objet d'une discussion dans le cadre d'une première étude commune (Dörre/Lessenich/Rosa 2009). Toutefois, certains aspects élémentaires tels que la relation fonctionnelle qu'entretiennent ces principes entre eux ou encore les limites de la dynamisation sociale n'ont pas encore été élucidés. L'une des principales tâches qui reste à accomplir consiste cependant à appliquer systématiquement ces concepts de dynamisation à la problématique sociale de la croissance et aux problèmes structurels sociaux concomitants. Le centre de recherche s'attachera avant tout à combler systématiquement ces lacunes et à condenser les résultats de ses travaux en innovations analytiques, diagnostiques et sociopolitiques dans le cadre d'un dialogue mené avec des expertes reconnues à l'échelle internationale.

On pourrait objecter à ce projet que la problématisation de la croissance économique et matérielle n'est pas une nouveauté – tout du moins pas au sein de la sociologie allemande. Dès les années 1980, on a pu parler en Allemagne d'un tournant antiproductiviste de la pensée sociologique. La « crise de la société du travail » diagnostiquée par certains (Offe 1984 : 7, pour un point de vue critique : Lutz 1984) tout comme la thèse d'une « colonialisation du monde vécu » (Habermas 1987 : 489-547) sont représentatives des thèses défendues par ce courant. La théorie d'une modernité réflexive développée par Ulrich Beck (Beck 1986, Beck *et al.* 1996, Beck/Bonß/Lau 2002) constitue même une tentative ambitieuse de faire des dangers écologiques à l'échelle mondiale le point de départ de l'analyse des structures d'une « autre modernité ». Cependant, aujourd'hui encore, la controverse qui oppose en sociologie les approches « productivistes » et « antiproductivistes » se caractérise par une singulière imprécision conceptuelle. La théorie de la modernité réflexive abandonne ainsi de grands concepts sociologiques tels que le capitalisme et la société du travail – et ce, pour réintroduire malgré tout ces catégories sous une nouvelle forme en parlant d'un capitalisme et d'un travail « d'un type nouveau » (Beck/Bonß/Lau 2002 : 13). D'autres exégètes taxent de provincialisme et d'eurocentrisme les formules accrocheuses telles que « le capitalisme sans travail » (Castells 2001 : 282-212, Silver 2005, Harvey 2010). Or, s'en tenir à des concepts établis peut entraîner un certain conservatisme théorique qui ne mène qu'au désarroi puisqu'il ne permet pas d'analyser avec justesse les spécificités de la double crise économique et écologique. On peut certes reprocher à la théorie de la modernité réflexive de construire en définitive une « logique de la répartition des risques » qui se superpose à une « logique de la répartition des richesses » – fondée,

elle, sur les concepts de classes et de couches sociales – pour au final la remplacer. Concernant la problématique de la croissance, d'autres conceptualisations théoriques du capitalisme courent quant à elles cependant le risque soit d'ignorer cette problématique qui transcende les différentes formations (Crouch/Streeck 1997, Hall/Soskice 2001, Windolf 2005, Streeck 2009), soit de la relativiser fortement (Bachinger/Matis 2009, Reich 2010), soit encore de la réduire en définitive à une problématique d'accumulation et de profit (Brenner 2003, Roth 2010, pour un point de vue critique : Altvater 2010).

À la différence des positionnements « productivistes » et « antiproductivistes » formulés au cours de la *première phase* de la discussion théorique, les porteurs du projet estiment que les interactions entre croissance et dynamique de développement capitaliste n'ont pas été analysées de manière satisfaisante jusqu'à présent. Au cours de la *deuxième phase* de cette réflexion sociologique – qui débute désormais –, une telle analyse sera possible puisque des jalons économiques et politiques ont manifestement déjà été posés qui mettent à l'épreuve dans la pratique la relation entre les économies de marché capitalistes et la croissance matérielle. La nouveauté ne réside pas tant ici dans la formulation d'une critique de la croissance fondée sur des arguments scientifiques que dans le fait qu'au cours du débat sur les possibles issues au dilemme actuel se dessinent des champs d'action qui favoriseraient – ou bloqueraient – les passages à des formes d'organisation sociale alternatives. À la différence du processus de transformation des sociétés des anciens États socialistes, il n'existe à l'heure actuelle aucun modèle de société sur lequel les éventuels défenseurs de nouveaux projets de société pourraient s'orienter. La problématisation de la croissance matérielle menace au contraire de saper l'une des principales sources de légitimation des capitalismes organisés autour de l'État-providence qui, pour une brève période historique, étaient devenus le point de fuite guidant la transformation des sociétés des anciens États socialistes.

Meinhard Miegel (2010), l'un des précurseurs du conservatisme allemand, a abordé sans prendre de gants les problèmes de légitimation que rencontre un système capitaliste lorsqu'il est contraint de limiter sa croissance matérielle. Le renoncement à « l'idéologie de la croissance » qu'il revendique affecte notamment les modes de légitimation du « capitalisme social » (Sennett 2007 : 27) de l'Europe continentale. Selon Miegel, l'Ouest ne doit pas se faire d'illusions : « Ce n'est pas son système de valeurs qui s'est imposé, mais sa supériorité matérielle... Si 20 ans plus tôt, la population à l'Ouest avait été libre mais pauvre et celle de l'Est muselée mais prospère, le socialisme serait sans doute sorti vainqueur. Sa défaite est due bien moins à son manque de liberté qu'à son inefficience économique. Ou, pour être plus précis : s'il avait été plus efficient économiquement, il aurait pu être également plus libre... » (Miegel 2010 : 59 *sq.*). Cet argument formulé de manière provocatrice souligne le lien étroit qui existe entre croissance et stabilité institutionnelle. Si un État ne parvient pas à fonder sa légitimité sur une autre base que sa croissance matérielle, la capacité d'intégration de ses institutions sociales élémentaires que sont l'emploi, l'économie de marché, l'État-providence et la démocratie parlementaire s'en voit inévitablement affectée. Les sociétés capitalistes existantes, qui face aux vastes conflits portant sur la répartition des richesses sont contraintes de lutter pour se préserver, pourraient avoir tendance à limiter fortement les libertés de leurs populations (Wallerstein 2008, Crouch 2008).

Que l'on adhère ou non à ces scénarios catastrophes, ils montrent le potentiel explosif que renferme la question de la croissance sur le plan social. Témoigne également de ce potentiel le fait que la critique de la croissance commence à s'établir dans tous les camps politiques. Problématiser pour le moins la croissance économique conventionnelle n'est plus l'apanage des précurseurs du mouvement

écologiste (Fücks/Steenbock 2007). La critique de la croissance prend des formes variées et parfois radicales – comme celle portée par le mouvement pour la décroissance qui est né en France et qui y suscite une grande attention – aussi bien dans les milieux conservateurs (Miegel 2010) que chez les auteurs sociodémocrates (Müller/Niebert 2009, Steinbrück 2010, Scheer 2010), socialistes (Kipping 2009, Sarkar 2010) ou encore critiquer de la marché international ou altermondialistes (Paech 2005, Mahnkopf 2010).

Cependant, les entreprises et les gouvernements ne remettent jusqu'à présent guère en cause l'idée de croissance dans leurs pratiques. En outre, aussi bien en économie et en politique (Paqué 2010) que dans le domaine des sciences sociales (Hinterberger *et al.* 2009), des plaidoyers engagés s'élèvent en faveur d'une orientation vers la croissance – une orientation certes modifiée et par exemple plus axée sur la technologie (Münch 2009 a, b). Non seulement la résurgence de conflits portant sur la question du progrès mais surtout l'acceptation sociale dont bénéficient les mouvements de protestation, par exemple contre le grand projet « Stuttgart 21 » (Rucht 2010), viennent toutefois confirmer notre thèse selon laquelle les sociétés capitalistes développées du Nord ont atteint un seuil critique. Apparemment, laisser libre cours à la spirale de dynamisation ne suffit plus pour endiguer les failles sociales qui surgissent. On s'aperçoit au contraire que les principes élémentaires de dynamisation entraînent eux-mêmes des dysfonctionnements dans la reproduction socioéconomique, politique et culturelle du capitalisme. Face à ce constat, la recherche sociologique se voit contrainte de modifier son approche théorique et empirique des impératifs de dynamisation à l'œuvre au sein des sociétés capitalistes modernes. Seule une nouvelle approche permettra de développer des instruments fondés sur une base solide et adaptés à l'analyse des transformations sociales en cours et à venir.

3.2 Fondements théoriques

L'acceptation presque inconditionnelle dont les principes élémentaires de dynamisation de l'époque moderne ont bénéficié pendant longtemps constitue sans doute la raison pour laquelle les travaux sociologiques consacrés à ces principes sont relativement rares. C'est précisément à cette lacune que notre projet souhaite remédier. Ces dernières années, les porteurs du projet ont développé, tout d'abord à titre individuel puis en commun, un programme de recherche qui prend pour objet même les impératifs systémiques de dynamisation. Ce programme inspiré des travaux de l'unité de recherche SFB 580 place au centre de sa réflexion les processus actuels de développement à l'œuvre dans une modernité désormais exclusivement capitaliste. Les notions de *Landnahme*, d'*accélération* et d'*activation* désignent les concepts analytiques clefs qui permettront d'étudier les dynamiques du capitalisme communes aux différentes formations sociales. Les différentes sociétés capitalistes qui ont existé jusqu'à présent n'ont pu se constituer en formations relativement stables que parce qu'elles ont été en mesure d'intégrer les impératifs systémiques de dynamisation dans leurs « ordres sociaux » respectifs (Streeck 2009). Le capitalisme n'est donc pas une forme de société organisée uniquement autour du marché en tant que mécanisme de coordination, de l'autovalorisation de la valeur ou de la rationalisation bureaucratique. Au contraire, la reproduction et la stabilisation des différents capitalismes sont liées à leur capacité à accaparer de nouveaux terrains (Dörre 2009a, 2010a), à maintenir une accélération croissante sur les plans technique, social et culturel (Rosa 2005, 2010) et à activer politiquement les individus et les collectifs de manière à renouveler sans cesse les modes de reproduction de la sociation capitaliste (Lessenich 2008, 2011). Étant donné qu'ils constituent le point

de départ théorique des discussions et des recherches du centre, on présentera ci-dessous brièvement les trois concepts clefs de l'analyse que sont le *Landnahme*, l'accélération et l'activation.

(1) Le *Landnahme* (que l'on pourrait traduire en français par accaparement), concept issu à l'origine du domaine socioéconomique, désigne tout d'abord l'expansion spatiotemporelle et sectorielle du capitalisme dans les milieux non capitalistes. Selon le théorème du *Landnahme*, la valorisation du capital est en permanence tributaire de l'occupation et, le cas échéant, de la « production active » (Harvey 2005 : 139) d'un « autre » non capitaliste. Le *Landnahme* implique un « abandon de terrains » constant et ne peut donc être interprété ni comme un processus linéaire, purement économique ni comme une « subsomption réelle » sous le rapport capitaliste (Lutz 1984). Le concept de *Landnahme* employé ici a été reformulé et dissocié de la théorie de l'effondrement (Dörre 2009a, b, c, 2011a). À l'ère postfordiste, il désigne une dynamique entraînée par le marché qui s'impose également à l'intérieur des capitalismes développés (Streeck 2005) à travers le filtre des systèmes institutionnels et par l'intermédiaire des conflits sociaux. Les institutions et les formes d'organisation qui limitaient autrefois le marché sont vidées de leur substance et transformées, et les ancrages spatiotemporels du capital sont supprimés pour provoquer dans le cadre d'une destruction créatrice une revitalisation de l'accumulation capitaliste. À la différence des théories classiques de la localisation, on ne suppose pas ici qu'un état d'équilibre harmonieux sera atteint à terme. Au contraire, les *Landnahmen* buttent contre de nouvelles limites. À l'origine, la reformulation du concept de *Landnahme* visait à expliciter les limites sociales de l'expansion du capitalisme financier (Windolf 2005, Deutschmann 2006), à expliquer l'apparition de formes de précarité historiquement nouvelles (Castel/Dörre 2009), à mettre en lumière les nouvelles formes de régulation des conflits de classes (Dörre 2010d) et à réaliser une nouvelle synthèse entre sociologie et critique sociale. Rapidement, le visage essentiellement « féminin » de la précarisation a cependant clairement indiqué qu'il est nécessaire de rapporter l'analyse des *Landnahmen* à la reproduction des sociétés capitalistes comprise dans sa globalité (Jürgens 2010). Le théorème du *Landnahme* permet à la fois d'articuler une analyse des transformations sociales qui tient compte de la dimension du genre (Dölling 2010 : 42) et de mettre systématiquement en lien la question sociale et la question écologique. À l'heure actuelle, plusieurs éléments semblent indiquer que la double crise économique et écologique marque un tournant historique qui correspond à la fin d'un cycle de *Landnahme*. Par conséquent, le « péché originel » (Arendt 2006 : 335) de l'annulation des lois économiques par l'action politique doit se répéter. Des projets tels qu'un New Deal vert porté par les États (Schimank 2009) peuvent sans doute permettre de relancer pour un temps le « perpetuum mobile » (Luxemburg 1975 : 16) d'une reproduction élargie du capital. Dans un tel cas de figure, la contrainte structurelle de croissance, dont les *Landnahmen* capitalistes sont l'expression, provoquera sans doute elle-même des conflits sociaux portant sur la répartition des richesses et des conflits écologiques portant sur la question du progrès (Welzer 2008, Lipietz 2009), conflits qui à leur tour deviendront les limites immanentes d'un tel projet.

(2) L'accélération est un concept inspiré de la sociologie de la culture qui vise à mettre en lumière la structure et le régime temporels des sociétés modernes et actuellement capitalistes. Dans son acception fondamentale, ce concept signifie que les formations capitalistes (et de manière générale les sociétés modernes) sont caractérisées par l'apparition simultanée de trois processus d'accélération (indépendants les uns des autres du point de vue logique) qui s'entraînent mutuellement dans un cercle

d'accélération toujours plus rapide : l'accélération intentionnelle des processus ciblés (accélération technique), l'augmentation des taux de changement socioculturel (accélération du changement social) et enfin la hausse du nombre d'épisodes d'actions et/ou d'expériences vécues par unité de temps (accélération du rythme de vie). On postule ici que le principe d'accélération est une essence commune à tous les capitalismes et que les changements de formation au sein du modèle capitaliste (par exemple le passage au fordisme puis au postfordisme) peuvent être expliqués à l'aide de la logique de l'augmentation de la vitesse (Harvey 2010). Le groupe de chercheuses du centre accorde une importance décisive au lien intrinsèque existant entre la croissance et l'accélération, lien dont on peut démontrer le caractère contraignant aussi bien sur le plan économique, notamment au niveau de la production et de la distribution, que sur le plan culturel, par exemple à travers les habitudes de consommation (Rosa 2005 : chapitre VII). La décélération durable des différentes sphères fonctionnelles de la société, que revendiquent à l'heure actuelle nombres d'acteurs sociaux, ne peut donc se concevoir que dans le cadre d'une non-croissance. Selon le théorème de l'accélération, on observe l'apparition de nombreuses failles culturelles fondamentales dans la formation du sujet et dans la gouvernance politique lorsque le tempo du changement social passe d'un rythme intergénérationnel à un rythme générationnel puis à un rythme intragénérationnel. La dialectique de dynamisation et de solidification joue un rôle décisif dans l'analyse de ces failles. Cette dialectique trouve son expression contemporaine dans la perception répandue tant sur le plan culturel que politique d'une « immobilité fulgurante » (Virilio 1998), qui repose sur le fait que, derrière des taux élevés de changement et de croissance au niveau matériel et substantiel, les structures sociales et processuelles ont tendance à se durcir et à se solidifier.

(3) L'*activation* désigne ici un concept analytique que la théorie du capitalisme tardif de Claus Offe (Offe 2006) a mis à jour, a complété par une perspective de sociologie du savoir et a mis en lien avec les thèmes de recherche des « études de la gouvernementalité » développées à partir des réflexions de Foucault (Burchell *et al.* 1991, Krasmann/Volkmer 2007, Bröckling *et al.* 2000, 2011). Cette perspective analytique se focalise sur les formes, les mécanismes et les effets de l'intervention politico-sociale permanente des institutions de l'État-providence. De par sa logique de constitution et de reproduction, le capitalisme moderne doit être uniquement compris comme une structure processuelle « politisée » dont la tendance fondamentale à être en crise contraint l'État régulateur moderne à adapter sans cesse ses instruments de régulation et à innover constamment en la matière. Sous cet angle, l'activation constitue non seulement l'étape la plus récente des métamorphoses historiques de la régulation du capitalisme par l'État-providence, mais elle représente également un principe structurel de dynamisation du capitalisme qui est pour ainsi dire supra-historique. Suite au dernier changement de formation qui a entraîné le passage au « capitalisme flexible » (Sennett 1998), la politique de l'État-providence adopte des modes d'intervention qui visent de plus en plus à encourager, à exiger et à former des sujets actifs et mobiles. On assiste ici à un processus lourd de conséquences de redéfinition de la responsabilité de la société quant à la construction et à la protection du « social » dans le capitalisme (et de la composante sociale de celui-ci). Ce ne sont plus ni l'État en tant qu'institutionnalisation de l'intérêt général, ni visiblement non plus le marché et ses mécanismes de coordination spontanée, qui tissent le « lien social » de l'intégration au sein de la société capitaliste flexible. Cette tâche est désormais attribuée politiquement aux citoyennes de la « société active » qui sont interpellées à la fois en tant qu'acteurs économiques (agissant en fonction de leurs intérêts) et

moraux (agissant en fonction du bien commun) (Dean 1995, Walters 1997, Lessenich 2009a, 2011a). L'être humain devient ainsi – tout comme la formation sociale capitaliste elle-même – un « *perpetuum mobile* » : un agent qui non seulement pourvoit à ses propres besoins mais qui est également inquiet de la reproduction économique et sociale du système et qui, au final, ne sera jamais suffisamment actif, entreprenant et mobile. Du point de vue fonctionnel, les impératifs modernes de croissance et d'augmentation perpétuelle propres à l'ère du « capitalisme tardif » sont pour ainsi dire privatisés par le biais de la figure sociale du « citoyen actif ». « L'État social activant » confie aux sujets eux-mêmes une responsabilité qui, à l'apogée de « l'État-providence keynésien », relevait de l'intervention politique directe. Si l'on peut considérer ce processus comme un acte de « dépolitisation » de l'État, une telle stratégie de réduction des compétences étatiques s'accompagne de nouvelles formes de « politisation » de la subjectivité qui, sous l'influence de la double crise économique et écologique, pourraient confronter la légitimation de l'action étatique à des problèmes d'un type nouveau historiquement parlant.

Les principes de dynamisation des formations sociales capitalistes que nous analysons réunissent donc une pluralité de mécanismes sociaux qui constituent les points d'ancrage structurels des impératifs de croissance dans la société capitaliste, et qui contribuent ainsi à leur reproduction par la crise. Parmi ces mécanismes figurent la contrainte systémique de l'élargissement de la reproduction du capital inhérente aux *Landnahmen*, la généralisation du principe de concurrence, l'abstraction poussée à l'extrême des valeurs d'usage dans le secteur de la finance ainsi que les « quatre courses effrénées » (lutte pour le statut, dynamique d'exigence, aspiration aux options multiples, économie de temps (Binswanger 2006)) et enfin les « effets rebond » négatifs (Hinterberger 2009 : 49 *sq.*) qui en résultent sur la qualité de vie et qui sont abordés de manières différentes par le théorème de l'accélération et par celui de l'activation.

4 Questions de recherche, axes de recherche, innovations théoriques

Le *Landnahme*, l'accélération et l'activation n'agissent pas dans le même sens ni de manière linéaire. Ils débouchent régulièrement sur des crises sociales de plus ou moins grande ampleur. Pendant de longues périodes historiques, la croissance matérielle ainsi que la perspective d'un accroissement du bien-être qui en découle ont été considérées comme des moyens adaptés pour gérer les crises avec succès. Ce point de vue commence à évoluer car le recours à l'augmentation de la croissance conventionnelle pour remédier aux failles économiques renforce inévitablement la crise écologique, tandis que le gel de la croissance entraîne dans les conditions actuelles une hausse du chômage, de la pauvreté et de la précarité. Par conséquent, il n'existe que deux voies possibles pour sortir de la double crise économique et écologique : « La première consiste à rendre la croissance soutenable ; la seconde à stabiliser la décroissance » (Jackson 2009 : 128). Les transformations mises en œuvre et pertinentes à court ou moyen terme oscilleront fort probablement *entre* ces deux pôles. L'exemple suivant illustre à quel point il est difficile de changer d'orientation : le gouvernement de la Chine, qui à l'heure actuelle tient le rôle de locomotive de l'économie mondiale, estime qu'une croissance de 8 % de son PNB est nécessaire pour pouvoir intégrer les migrants ruraux dans le marché urbain du travail. L'Académie chinoise des sciences enregistrait toutefois pour 2005 une croissance négative étant donné que l'augmentation de la valeur du produit national n'a pas pu compenser les pertes entraînées par la

dégradation de l'environnement (Trattnigg 2009 : 15, Schmalz 2010). Instaurer la non-croissance équivaldrait à maintenir dans le paupérisme une grande partie des populations des pays du Sud. À l'heure actuelle, 700 millions de travailleurs du secteur informel contraints de louer leurs services sans contrat de travail vivent avec moins de 1,25 dollars US par jour, et se trouvent donc dans une situation de pauvreté absolue (ILO 2009). Ces données illustrent les énormes difficultés auxquelles sont confrontés tous ceux qui tentent d'accorder à l'échelle mondiale des intérêts fort différents pour les faire converger vers un objectif de durabilité écologique *et* sociale. C'est également l'une des raisons pour lesquelles, à l'heure actuelle, on ne rencontre aucune société moderne qui soit une société de non-croissance ni aucune société de croissance qui soit socialement durable et organisée sur des critères écologiques. Dans le cadre d'une expérimentation intellectuelle, il est toutefois intéressant de construire à partir de ces deux agrégats un « autre » sociologique fictif permettant non seulement de mener une analyse critique des dynamiques sociales réelles, mais également de prendre en compte les « choix stratégiques » des principaux acteurs sociaux.

Tel est le projet scientifique risqué que souhaite développer notre centre de recherche. Avec les notions de *Landnahme*, d'accélération et d'activation, nous disposons de trois concepts analytiques qui sont suffisamment compatibles et combinables pour permettre d'examiner la dynamique de crise des capitalismes contemporains dans le cadre d'un débat sociologique. Ce débat a pour but *premièrement* d'identifier les contraintes de croissance concrètes qui sont à l'œuvre en préservant la cohérence théorique et empirique de la démarche, *deuxièmement* d'analyser les mécanismes politiques, économiques et culturels de la réalisation de ces contraintes, *troisièmement* de déterminer les différents risques, limites et tendances de crise qui sont liés à ces mécanismes et *quatrièmement* d'étudier les possibilités de neutralisation et/ou de dépassement de ces contraintes. Selon nous, il est indispensable d'adopter une « position complexe d'extériorité » (Boltanski 2010 : 25) pour articuler une sociologie critique de la transformation des sociétés de croissance capitalistes dynamiques. Seule cette perspective extérieure permet en effet d'observer de manière systématique le phénomène qu'il convient de problématiser et de relier les analyses des processus réels de développement à une herméneutique de la critique sociale quotidienne que formulent les individus et les groupes sociaux. Le centre de recherche prévu offrira le cadre logistique nécessaire pour adopter cette « position complexe d'extériorité », qui au départ sera métathéorique. Cette démarche est explicitée plus en détail ci-dessous à l'aide d'une présentation de la croissance en tant qu'angle d'approche cardinal (4.1), des principales questions de recherche (4.2), des axes de recherche et des innovations théoriques envisagées (4.3) ainsi que des méta-thèmes correspondants (4.4).

4.1 Qu'est-ce que la croissance et à quoi sert-elle ?

Dans les capitalismes développés et leurs homologues parmi les États socialistes (notamment), on a longtemps considéré comme une évidence que la croissance équivalait à la croissance économique matérielle. Il était également communément admis que cette croissance matérielle aboutirait au final au progrès social et à un accroissement du bien-être. À partir des années 1970, les opinions évoluent peu à peu sous l'influence des pronostics du Club de Rome, du scénario présenté dans le rapport « Global 2000 », des activités des mouvements écologiques et verts ainsi que du véritable raz-de-marée d'ouvrages publiés critiquant la croissance. Toutefois, on continue d'employer le produit intérieur brut (PIB) et/ou le produit national brut (PNB) comme indicateurs pour mesurer la croissance

et, implicitement, le bien-être au sein des économies nationales. Les élites économiques et politiques s'interrogent désormais également sur le lien étroit entre la croissance économique et le bien-être social, lien qui depuis longtemps est remis en question par les acteurs transnationaux tels que l'initiative « Au-delà du PIB » ou la Commission Stiglitz ainsi que par des voix critiques au sein de l'opinion (entre autres le mouvement pour la décroissance et les conférences sur la décroissance). Manifestement, le PIB ne constitue guère un indicateur de croissance fiable. En effet, il ne prend pas en compte les prestations qui ne sont pas assurées dans le cadre du marché. En outre, la simple addition de la valeur des biens et des services masque le caractère inégal de leur répartition. En conséquence, le PIB ne permet pas au final de se prononcer sur le bien-être social d'un pays. La déficience de ces indicateurs trahit cependant bien plus qu'une simple problématique de mesure. Ces indicateurs, qui occupent une place centrale dans un mode social de régulation orienté vers la croissance (Aglietta 1979, Boyer/Durand 1997), ont contribué à dissimuler le caractère destructeur de la croissance (Grün/Wiener 1984, Busch/Land 2009) en masquant les coûts de l'utilisation extensive des ressources naturelles et des combustibles fossiles ainsi que son impact négatif sur la biosphère.

En dépit de la pertinence de telles analyses, ce n'est que récemment que les gouvernements, les élites économiques et les institutions transnationales ont commencé à chercher des indicateurs plus adaptés pour mesurer le bien-être et la croissance (Hinterberger *et al.* 2009). La Commission Stiglitz créée par le président français Nicolas Sarkozy plaide ainsi en faveur d'une « dissociation » des indicateurs de bien-être et de croissance. Pour mesurer le bien-être, il convient selon la commission de donner plus de poids aux revenus et à la consommation, tandis que la mesure de la croissance doit tenir compte de la répartition des revenus ainsi que des activités non marchandes (Stiglitz *et al.* 2009). D'autres indicateurs élaborés dans des contextes alternatifs, tels que le « PIB vert », l'indice de bien-être durable (IBED) ou encore l'indicateur de progrès véritable (IPV), prennent en compte non seulement la répartition des revenus mais également la dépréciation du « capital naturel ». En sus de ces nombreux acteurs, une commission d'enquête du Bundestag se penchera également à l'avenir sur la controverse sur la croissance et le bien-être.

D'un point de vue sociologique, il est intéressant de constater que le débat sur les indicateurs alternatifs de croissance porte sur des enjeux bien plus vastes qu'un simple ajustement « technique » des instruments de mesure. Quel que soit le jugement que l'on porte sur chacun de ces indicateurs, il est manifeste que leur application aux modes et aux systèmes de régulation entraînerait de profonds changements qui affecteraient d'une manière ou d'une autre les institutions élémentaires des sociétés capitalistes. Cet aspect n'apparaît jusqu'à présent que partiellement dans les débats qui opposent les partisans éclairés et les détracteurs – non moins éclairés – de la croissance. Ceux qui considèrent la croissance d'un œil sceptique affirment qu'il faut mettre un terme à « l'idéologie de la croissance », du moins dans les pays développés. Leur argumentation se fonde sur la thèse selon laquelle, à en croire les instruments développés tels que l'empreinte écologique (Wuppertaler Institut 2005, Meadows/Randers 2006), l'humanité vit au-dessus de ses moyens en termes de consommation des ressources et d'énergie. Les détracteurs de la croissance s'appuient sur la recherche sur le bonheur et sur des enquêtes portant sur la qualité de vie pour rejeter l'idée selon laquelle l'augmentation permanente de la croissance matérielle entraînerait à partir d'un certain seuil un accroissement automatique du bien-être et de la satisfaction de vie de la population. Les conséquences envisagées pour les centres capitalistes varient selon les approches, allant du passage progressif à une croissance zéro (Binswanger 2009 : 224-228, Miegel 2010, Mahnkopf 2010) à l'appel à une croissance

qualitative (Aichberger/Zednicek 2009 : 134-141) en passant par la perspective d'une atrophie radicale des économies capitalistes (Paech 2005, 2009 : 215-223). Les partisans de la croissance (Paqué 2010) avancent en revanche qu'on ne pourra se passer de la croissance économique à l'avenir étant donné qu'elle constitue une condition requise pour lutter efficacement contre les inégalités. Or, sans lutte contre l'inégalité sociale, tout passage à une société de la durabilité est exclu (Jackson 2009). Les partisans de la croissance (et même ceux d'inspiration keynésienne) parviennent par conséquent à cette conclusion presque fataliste : « Les grandes inégalités poussent à une hausse de la croissance tout en l'entravant. Seule une croissance plus forte permettra de renforcer véritablement les catégories inférieures de revenus, et la réduction des inégalités atténuera en définitive la nécessité de la croissance. Toutefois, il n'est pas certain que l'environnement puisse patienter aussi longtemps » (Sturn/van Treeck 2010 : 20).

4.2 Questions de recherche

Les controverses opposant les détractrices et les partisans de la croissance présentent un intérêt significatif pour notre projet de recherche car elles renferment une problématisation fondamentale des principes de dynamisation des sociétés capitalistes. Quelle que soit la direction dans laquelle ces sociétés se développent, le changement évoqué dans tous les scénarios affecte inexorablement les institutions sociales élémentaires. Ni un développement placé sous le signe du « on continue » la logique d'augmentation perpétuelle tournée vers la croissance, ni une rupture de cette dynamique ne laisseront intact le noyau de sociation de l'époque moderne capitaliste, à savoir la capacité de la société à former des compromis de manière inclusive et à créer de la cohésion sociale. Sont concernées ici les institutions qui constituaient autrefois les principaux vecteurs d'intégration des capitalismes développés, à savoir la prospérité économique, l'emploi doté d'une protection sociale, la régulation par l'État-providence et notamment le potentiel de désamorçage de conflits que présentent les procédés et institutions démocratiques. Pour cette raison, les porteurs du projet souhaitent analyser les tensions existant entre, d'une part, les contraintes systémiques de dynamisation et, d'autre part, une critique de la croissance qui repose sur des fondements normatifs au travers de quatre institutions élémentaires des sociétés capitalistes. Au centre de nos recherches se trouvent (1) le potentiel de sociation du travail et de l'emploi ainsi que des conflits sociaux portant sur la répartition des richesses, (2) le rapport entre la croissance économique, la prospérité et une « vie réussie », (3) la relation entre le changement sociostructurel et la régulation par l'État-providence ainsi que (4) la capacité des sociétés à résoudre les conflits sociaux au sein des institutions, des procédés et des espaces publics démocratiques. Quatre problématiques concernant ces institutions élémentaires seront développées au sein du centre. Elles sont formulées ici dans un premier temps à partir de la « position d'extériorité » d'une société de non-croissance :

- (1) Que signifie le passage éventuel à la non-croissance pour l'organisation du travail social et la fonction des conflits sociaux (de classes) ?
- (2) Peut-on dissocier impératifs de croissance et bien-être social ? La non-croissance peut-elle s'accompagner d'un gain de qualité de vie pour la majorité de la société ?
- (3) Quelles sont les conséquences du passage à la non-croissance sur la structure des inégalités sociales, sur les intérêts sociopolitiques et sur la capacité de régulation des États-providence

développés ?

(4) Le passage à des sociétés de non-croissance peut-il s'effectuer dans un cadre démocratique ?

Chacune de ces problématiques peut également être formulée à partir de la « position d'extériorité » d'une société de croissance écologiquement et socialement durable. Ces deux perspectives permettent de porter un regard critique sur les évolutions analysables empiriquement et seront donc représentées au sein du centre de recherche.

4.3 *Modus operandi*, axes de recherche, innovations théoriques

Ces questions de recherche nous permettent d'identifier les quatre axes de recherche qui seront poursuivis au sein du centre. De fait, un passage à des sociétés de non-croissance impliquerait, du moins pour les capitalismes développés du Nord, de dépasser la logique d'augmentation perpétuelle qui préside au *Landnahme*, à l'accélération et à l'activation. Cette hypothèse commune nous permet d'adopter une « position complexe d'extériorité » dont le fondement normatif fait toutefois l'objet d'une controverse parmi les porteurs du projet. Même si, selon le théorème du *Landnahme*, l'accumulation du capital et la non-croissance sont en définitive inconciliables, cette approche autorise des conclusions plus optimistes que le paradigme de l'accélération quant à la probabilité d'une revitalisation temporaire du capitalisme qui ouvrirait des marges de manœuvre permettant l'avènement d'une croissance soutenable et qualitative. Le théorème de l'activation adopte ici une tierce position dans la mesure où il prend en compte les coûts politiques et les contraintes sociales qu'occasionnerait la poursuite éventuelle de la dynamique de développement tournée vers la croissance au sein des sociétés capitalistes.

Modus operandi du centre, rôle des chercheurs associés

La controverse qui émerge ici constitue en quelque sorte le *leitmotiv* du centre de recherche. Elle est, en effet, à l'origine du choix de la méthode dialogique et, partant, du *modus operandi* des travaux de recherche prévus. Notre démarche fondamentale consistera à soumettre les évolutions identifiées empiriquement sur le terrain de recherche à une analyse critique formulée à partir de la représentation contrafactuelle d'une société de non-croissance (ou d'une société de croissance soutenable). Ce processus de recherche coopératif se déroulera suivant le principe de la thèse et de l'antithèse. La thèse sera formulée en accord avec le théorème de dynamisation qui, thématiquement, est le plus proche du sujet abordé. L'antithèse sera articulée à partir du théorème qui s'inscrit le plus en opposition à la thèse de travail principale. Thèse et antithèse pourront chacune faire l'objet d'une double formulation, qui tiendra compte aussi bien de la tendance de développement dominante que des éventuelles alternatives. Les trois premiers axes de recherche seront étudiés au sein du centre selon ce principe dialogique. Par la suite, l'étude de la question de la démocratie sera l'occasion pour les porteurs du projet de réaliser une synthèse, car c'est en définitive à l'aune du principe démocratique que se mesure la qualité du changement social anticipé.

Les chercheurs associés (*fellows*) – qui seront impliqués dans les recherches du centre en sus des porteurs du projet – joueront un rôle déterminant. Ils auront pour tâche de *donner des impulsions* et d'*innover* ainsi que de garantir que les discussions menées au centre de recherche ne s'enlisent pas dans une controverse à trois voix. Ils interviendront dans les débats en apportant leurs propres

contributions et publications et favoriseront ainsi de manière décisive la visibilité internationale du centre de recherche. Certaines chercheuses associées (entre autres Fraser, Jaeggi, Mahnkopf) auront pour tâche spécifique de mettre en lumière la dimension de *genre* de la transformation sociale – une entreprise qui, comme l’expérience l’a montré, nécessite le soutien d’une instance « externe » lorsque les trois porteurs de projet sont des hommes. En outre, la participation des chercheurs associés permettra d’aborder la dimension *transnationale* de la problématique de la croissance. Une importance toute particulière sera accordée à l’échange avec des universitaires d’Amérique du Nord et du Sud ainsi qu’à la coopération avec des centres de recherches de Russie (Haut collège d’économie, Moscou) et d’Asie du Sud-est (Université nationale de Singapour). L’intensité et le volume des tâches varieront en fonction de la durée du séjour au centre des chercheurs associés. Les dates du séjour seront fixées en fonction de l’axe de recherche sur lequel travaillera le chercheur associé. Ces axes de recherche constitueront également le terreau des innovations théoriques qui seront élaborées dans le cadre d’une démarche collective impliquant les chercheurs associés. Nous présentons brièvement ci-dessous pour chaque axe de recherche (a) l’angle d’approche principal, (b) les innovations théoriques prévues ainsi que (c) la configuration de recherche envisagée au sein de laquelle les chercheurs associés confirmés (les *senior fellows* dont la durée de séjour pourra atteindre 12 mois) occuperont une place centrale.

(1) *Croissance, travail et conflits sociaux*

(a) *Angle d’approche* : À l’inverse de ce que Marx avait pronostiqué, pendant de nombreuses décennies, le travail salarié – doté d’une protection sociale – s’est avéré être une formidable machine d’intégration sociale à l’ère du capitalisme-providence florissant. Le conflit social des classes a pu en conséquence être « pacifié » (Müller-Jentsch 2008). Le *Landnahme* entraîné par le marché et le déclin d’un « capitalisme sans armée de réserve » (Lutz 1984 : 186) ont cependant occasionné une rupture dont les conséquences n’ont pu être appréciées dans toute leur étendue qu’au cours des dix dernières années. Même si les personnes dépendant du travail salarié n’ont jamais été aussi nombreuses à l’échelle mondiale, l’emploi doté d’une protection sociale est loin d’être une évidence, et ce même dans les centres capitalistes (ILO 2008). Sous l’effet de la précarisation et de l’informalisation, le travail salarié perd peu à peu son caractère intégratif. La « féminisation » de l’emploi s’accompagne de l’expansion des formes de vie précaires (Aulenbacher 2009, Castel/Dörre 2009, Manske/Pühl 2010). Dans le même temps, les conflits sociaux entraînent une atomisation : les domaines dans lesquels une régulation normée des conflits s’est établie s’atrophient. En revanche, on assiste à un retour des conflits non normés – *labour unrest*, révoltes, soulèvements et protestations violentes – même dans les capitalismes développés (Silver 2005, Brinkmann *et al.* 2008). Selon le théorème du *Landnahme*, on peut interpréter ces évolutions comme le résultat d’un changement de la fonction de l’emploi et des conflits sociaux (de classe) (Dörre 2010d, 2011b). À l’heure actuelle, rares sont les éléments qui viennent corroborer la thèse d’un adieu à la société du travail ; en effet, « le travail n’a jamais joué un rôle aussi central dans la production de la valeur ajoutée » (Castells 2001 : 319). Et pourtant, « la main-d’œuvre – toutes qualifications confondues – n’a jamais été aussi vulnérable qu’aujourd’hui », du moins dans de nombreux pays du Sud (*ibid.*). Un passage à la non-croissance n’entraînerait pas nécessairement une remise en question de la place centrale du travail et des conflits portant sur la répartition des richesses – telle est du moins la thèse sous-tendue par le théorème du *Landnahme*. Les limites de la croissance matérielle pourraient même contribuer à l’avenir à un

durcissement des conflits du travail. Si, comme le suggère l'une des solutions proposées, l'on se détourne progressivement de la production de masse conventionnelle et du consumérisme, la fonction intégrative du travail ne pourra au final être préservée que dans ses dimensions qualitatives (contenus de l'activité, relations sociales). Certains auteurs plaident donc plutôt pour un retour à un concept artisanal de travail (Sennett 2008, Miegel 2010). Klaus Dörre, qui tiendra le rôle du protagoniste pour cet axe de recherche, considère comme plus réalistes les propositions formulées par exemple par le discours féministe, qui visent à reconstruire le caractère social du travail salarié par le biais d'un « abandon de terrains », c'est-à-dire en le reliant à d'autres activités (de reproduction) (Dölling 2010 : 31-46, Aulenbacher 2010 : 75-101, incontournable : Arendt 2010 : 161 *sqq.*). En revanche, selon le *théorème* « antiproductiviste » de l'*activation*, il convient de placer au cœur des projets alternatifs de développement de la société l'émancipation de la contrainte du travail salarié et la diversification des statuts légitimes au sein du système de la division sociale du travail (Lessenich 2009d, e, 2011b).

(b) *Innovation théorique : le théorème du Landnahme capitaliste comme concept pluridimensionnel*

À l'heure actuelle, une théorie – sociologique – des *Landnahmen* capitalistes qui permette d'expliquer le changement de fonction du travail (salarié) et des conflits sociaux n'existe qu'à l'état fragmentaire. Klaus Dörre, qui sera le protagoniste de cet axe de recherche, explique en s'inspirant de la Nouvelle sociologie économique la dynamique des processus de *Landnahme* à partir du paradoxe existant entre la sociation de marché et la formation politico-institutionnelle du marché, cette dernière reposant largement sur la coopération et la solidarité dans les processus de travail. Tandis que l'approche institutionnaliste en sociologie économique met l'accent sur la stabilisation politico-institutionnelle des processus de formation du marché (Fligstein 2001), le concept de *Landnahme* implique que les acteurs capitalistes dominants (entreprises, propriétaires, gestionnaires) ont un intérêt périodique à se soustraire aux règles sociales en tant que « premiers entrants », afin de réaliser des bénéfices supplémentaires (Streeck 2009 : 241). Ils peuvent y parvenir non seulement en occupant mais aussi en produisant activement des « marchés extérieurs » au sein desquels le principe de rationalité capitaliste de l'équivalence des échanges n'est pas appliqué ou que de manière limitée. De tels marchés « extérieurs » au capitalisme, c'est-à-dire dont la forme n'est pas déterminée par le modèle capitaliste, existent par exemple sous la forme de mains-d'œuvre désœuvrées ou de régions en friche, ou encore de biens publics soustraits à la marchandisation à l'intérieur des États-Nations. Dans la mesure où l'utilisation de « marchés extérieurs » s'accompagne de la destruction des institutions qui forment le marché, du détournement opportuniste des règles sociales ou encore de l'établissement et du durcissement de « l'exploitation secondaire » (par exemple au travers de l'utilisation de mécanismes patriarcaux de domination ou de la construction d'un statut transitoire pour les migrants ; Dörre 2010c), nous avons à faire ici, selon le théorème du *Landnahme*, à des formes de modernité régressive.

Dans ce cas également, les *Landnahmen* capitalistes constituent des processus contingents pluridimensionnels. Tandis que les concepts théoriques développés depuis Marx (1867/1973) adoptent une perspective principalement macrosociologique, la nouvelle version de la thèse du *Landnahme* (Dörre 2009a, b, c, 2010a, b, d) constitue dans son état actuel une découverte empirique. En effet, les recherches consacrées à la gouvernance d'entreprise (Dörre/Holst 2009), à la précarisation (Brinkmann *et al.* 2006, Holst *et al.* 2009), à la restructuration des universités (Dörre/Neis 2010), aux réseaux politico-industriels (Dörre/Röttger 2006) et au régime du marché du travail (Bescherer *et al.*

2009) ont permis d'identifier des mécanismes de transfert aux niveaux méso et micro qui ont été condensés dans le concept d'un nouveau *Landnahme*, qui potentiellement peut expliquer ces évolutions. Reste encore à déterminer toutefois la nature des relations entre les restructurations effectuées au niveau macro et les champs sociaux et les règles spécifiques (Bourdieu 1993) aux niveaux méso et micro. Pour ce faire, il convient de mener une réflexion aussi bien méthodologique que théorique (Esser 1999, 2000, Schimank 2009). Comme l'analyse de la gouvernance d'entreprise tournée vers les marchés financiers l'a montré (Dörre/Brinkmann 2005, Dörre/Holst 2009, Dörre u. a. 2011), si les modèles établis déclenchent en règle générale un processus de *Landnahme* spécifique au champ concerné, ce processus se heurte constamment à des rationalités encombrantes et à des acteurs agissant selon leurs intérêts particuliers. Au final, des mutations ont effectivement lieu, et ce, souvent au sein d'institutions qui semblent demeurer intactes. Même si ces mutations peuvent être porteuses d'un changement certain à long terme, elles sont constamment influencées par des mouvements contraires « venus d'en bas ». L'étude du changement de fonction du travail salarié et des conflits sociaux (portant sur la répartition des richesses) permettra de mettre en lumière ces évolutions. Ce changement sera appréhendé dans une perspective supranationale et genrée et pourra être analysé par exemple au travers des chaînes transnationales de valeur. Ces analyses se baseront sur la thèse selon laquelle toute valorisation contemporaine du travail social est de plus en plus tributaire de la fonctionnalisation des activités de reproduction. Ce processus de *Landnahme* – souvent qualifié de « dissolution des frontières » (*Entgrenzung*) du travail salarié (Sauer 2005) – qui, tout en faisant apparaître de nouveaux acteurs et conflits sociaux, affaiblit de manière dramatique l'effet cohésif du travail salarié et des relations industrielles organisées collectivement, n'a pas encore fait l'objet d'un examen théorique détaillé (Aulenbacher/Wetterer 2009, Böhle *et al.* 2010). L'innovation théorique de cet axe de recherche consistera donc à associer, à partir d'une « position d'extériorité » critique de la croissance, des approches issues de la Nouvelle économie politique (Bieling 2007) et de la sociologie économique (Mauerer 2007) – qui ont tendance à ignorer la question du travail – à des approches tirées de la sociologie du travail et de la recherche sur les inégalités – qui pour leur part ont souvent tendance à considérer la société uniquement comme un « contexte » – afin d'obtenir une perspective pluridimensionnelle.

(c) *Configuration* : Protagoniste : Klaus Dörre, antagoniste : Stephan Lessenich, médiateur : Hartmut Rosa. Sont envisagés comme chercheurs associés confirmés Birgit Mahnkopf (Berlin), Robert Castel (Paris), Luc Boltanski (Paris) et éventuellement Loïc Wacquant (Berkeley). Birgit Mahnkopf, qui est spécialisée en sociologie du travail, a récemment développé une critique de la croissance aussi audacieuse qu'élaborée. Elle dispose d'une solide expérience de la perspective d'analyse transnationale et de compétences scientifiques avérées dans le domaine des relations industrielles, des mouvements sociaux et des conflits du travail. Les sociologues français évoqués représentent un apport intellectuel certain pour tout groupe de recherche en sciences sociales. En effet, Robert Castel est l'un des grands précurseurs de la recherche sur la précarisation, Loïc Wacquant apportera ses études consacrées aux conflits sociaux non normés et Luc Boltanski incarne le plus haut niveau de compétences en matière de théorie du capitalisme et de sociologie du travail.

(2) *Croissance, prospérité et bien-être*

(a) *Angle d'approche* : Les débats qui opposent détracteurs et partisans de la croissance ont pour point de fuite commun l'éventualité d'une dissociation de la croissance et de la prospérité. Dissocier ces deux phénomènes dans les faits impliquerait toutefois de rompre la dynamique d'*accélération* sociale. Selon le théorème de l'accélération, les sociétés développées ont depuis longtemps dépassé le seuil critique au-delà duquel la croissance matérielle cesse de contribuer à l'accroissement de la prospérité de la majorité de la population. La poursuite de la dynamique de croissance et d'accélération semble même à l'heure actuelle entraver visiblement la possibilité de mener une vie autonome et réussie. De ce point de vue, la critique de la croissance a besoin d'un fondement normatif qui permette de définir des modèles de vie réussie. Il semble qu'une rupture de la dynamique de croissance et d'accélération pourrait permettre de dépasser les pratiques aliénantes – l'aliénation étant comprise ici comme un phénomène commun aux différentes formations sociales et masqué par d'autres conflits mis au premier plan (conflits de classes et conflits portant sur la répartition des richesses) (Rosa 2009a, c). Ce diagnostic formulé par le protagoniste Hartmut Rosa fait également l'objet d'une controverse parmi les porteurs du projet. Hartmut Rosa interprète les contraintes d'accélération et de croissance comme des phénomènes universels d'augmentation perpétuelle auxquels il est impossible d'échapper au sein de la sociation capitaliste. Eu égard à l'universalité de la problématique de l'aliénation que cachent ces dynamiques, un travail de sensibilisation aux projets alternatifs est nécessaire et doit être mené en premier lieu auprès des élites. L'antithèse est formulée ici selon le *théorème du Landnahme*. Celui-ci stipule qu'une phase du moins transitoire de croissance qualitative et sociale (portée principalement par l'expansion des services à la personne) pourrait être nécessaire également dans les pays du Nord, phase de croissance qui ne saurait cependant être imposée sans un débat entre les différents groupes sociaux d'intérêts et sans un dépassement de la répartition asymétrique du pouvoir.

(b) *Innovation théorique* : *une sociologie de la relation au monde en vue d'une critique sociale*

L'une des questions centrales animant ces recherches porte sur l'impact de la triple logique d'augmentation perpétuelle – croissance, accélération et concentration des innovations – sur le rapport culturel au monde ou plutôt sur la relation au monde des sujets. Dans les nations industrielles développées, les perspectives d'avenir se sont assombries (Nassehi 1993) : les améliorations en termes de croissance, d'accélération et d'innovation ne sont plus porteuses d'un espoir de progrès au sens d'une amélioration de la qualité de vie et du bien-être et, en règle générale, les réformes politiques n'assoient plus leur légitimité sur la perspective d'une amélioration de la condition humaine mais sur la menace d'un déclin et d'un retard dans la course à l'augmentation perpétuelle. Partant de ce constat, il s'agira d'étudier ici un aspect entièrement nouveau, à savoir les sources, les formes de manifestations et les conséquences des perturbations intervenant dans la relation au monde des sujets. Pour ce faire, on aura recours au concept d'aliénation qui a récemment été réintroduit notamment par l'étude de Rahel Jaeggi (2005). L'aliénation n'est pas comprise ici comme le non-accomplissement d'une nature humaine envisagée dans une perspective substantialiste voire essentialiste, mais comme une perturbation de l'appropriation ou de l'appropriation des choses, des activités et des personnes ou de la relation à l'espace, au temps, à la société et à son propre corps (Rosa 2009b). Afin de définir clairement les contours de ce concept d'aliénation et de le rendre utile empiriquement, il convient de développer de manière systématique un concept antithétique positif de la relation au monde réussie, c'est-à-dire non aliénée. On établira et on explorera dans cette optique la notion de relation de résonance. Ce concept trouve son origine dans la thèse selon laquelle les sujets considèrent leur

univers, leur vie, leurs actions et leurs relations sociales comme réussis ou satisfaisants lorsqu'ils font l'expérience de la résonance. Le concept de résonance peut être compris comme une version fondamentalement modifiée et élargie du concept de reconnaissance introduit entre autres par Honneth et Taylor. Selon Honneth, les luttes sociales tout comme les aspirations et les moments de satisfaction subjectifs peuvent au final être rapportés à l'expérience de la reconnaissance sociale. Taylor considère lui aussi qu'il existe une corrélation entre identité et reconnaissance. Le concept de reconnaissance semble toutefois problématique dans la mesure où il ne permet pas d'appréhender un certain nombre d'expériences du bonheur, de la satisfaction et de la relation réussie au monde alors qu'elles revêtent une grande importance au plan phénoménologique. C'est le cas par exemple des expériences de la nature ainsi que des expériences esthétiques ou religieuses. Il semble en effet que les sujets à l'époque moderne ont principalement recours à ces trois domaines phénoménologiques et que la nature (par exemple les moments « d'harmonie » au sommet des montagnes ou sur les plages en bord de mer), l'esthétique (et ici notamment les expériences musicales) et la religion constituent les surfaces de résonance paradigmatiques. Au cours de telles expériences, les sujets tentent de s'assurer du fait qu'ils sont à l'unisson ou en harmonie avec eux-mêmes et avec « le monde ». En conséquence, le concept de résonance semble aller plus loin que le concept de reconnaissance non seulement dans la mesure où il permet de prendre en compte au niveau théorique ces formes de relation réussie ou perturbée au monde, mais également parce qu'il semble permettre de réinterpréter les interactions sociales. En effet, le concept de résonance permet, d'une part, de reconstituer de manière révélatrice le processus de constitution de la subjectivité par l'intersubjectivité, tel qu'il a été discuté en sociologie depuis les travaux influents de G. H. Mead, et, d'autre part, d'expliquer pourquoi une personne souffrira en règle générale plus si on l'ignore ou si on fait preuve d'indifférence à son égard que si on la méprise, c'est-à-dire que si on la désapprouve ou dévalorise explicitement. À la lueur de cette hypothèse, les expériences d'aliénation peuvent être interprétées comme les conséquences de relations « muettes », non résonantes. Elles peuvent survenir en dépit ou, dans certaines conditions, justement à la suite de relations instrumentales réussies avec des choses, des personnes, des espaces, etc. On développera à l'aide du couple conceptuel résonance/aliénation un instrument normatif riche, fondé sur une théorie sociétale et utilisable empiriquement et qui permettra de diagnostiquer les éléments perturbant la relation au monde des sujets modernes. Cet instrument devant être rendu opérationnalisable pour la recherche empirique, nous espérons trouver ici un nouvel indicateur de la qualité de vie et du bien-être humain. Cet indicateur doit permettre de dissocier l'espoir du progrès qui, depuis les Lumières, est constitutif de l'époque moderne, des principes modernes de dynamisation. Ainsi, la promotion du bien-être humain pourra non seulement être maintenue comme objectif politique et structurel, mais elle pourra également être utilisée *contre* les impératifs systémiques capitalistes d'augmentation perpétuelle ou pour le moins faire l'objet d'une problématisation.

(c) *Configuration* : Protagoniste : Hartmut Rosa, antagoniste : Klaus Dörre, médiateur : Stephan Lessenich. Les chercheurs associés confirmés Charles Taylor (Montréal) et Rahel Jaeggi (Berlin) tiendront le rôle de donneurs d'impulsion. Rahel Jaeggi a consacré une étude majeure (2005) au concept d'aliénation décrié par la théorie critique. En formalisant et en reconstruisant du point de vue philosophique l'aliénation comme perturbation de l'appropriation du monde, Jaeggi permet à ce concept d'être à nouveau employé en sociologie. Charles Taylor, pour sa part, est non seulement l'un des principaux représentants de la théorie de la reconnaissance, mais il peut également être considéré

comme l'un des protagonistes d'une théorie sociale de la résonance (Rosa 2011).

(3) *Croissance, intérêts sociopolitiques et régulation par l'État-providence*

(a) *Angle d'approche* : Le deuxième axe de recherche soulève directement une troisième question de recherche : quel est l'impact du conflit social économique et écologique sur les structures sociales et la formation des intérêts au sein des capitalismes développés ? Et que signifie le passage éventuel à des sociétés de non-croissance pour la capacité de régulation de l'État-providence ? Ces deux questions sont étroitement liées. En effet, c'est précisément la capacité de régulation de l'État-providence – qui s'élargit avec la croissance matérielle – qui a contribué de manière décisive à la politisation des inégalités sociales (Offe 2006), à l'érosion des antagonismes de classes perceptibles dans l'expérience vécue (Mooser 1984, Berger 1986), à l'émancipation des structures patriarcales de la société corporatiste (Fraser 2001, 2009) ainsi qu'à l'individualisation et à la pluralisation des modes de vie sociaux (Beck 1983, 1986). Suite à l'amenuisement des marges de redistribution (Streeck 2010), non seulement les différences sociales « grossières » sont redevenues plus visibles, mais la capacité de régulation de l'État-providence se heurte également à des limites. L'interprétation et l'appréciation de ces évolutions soulèvent de très vives controverses au sein de la recherche sur les inégalités (Berger/Weiß 2008, Vogel 2009, Rössel 2009). Le regain d'intérêt pour les paradigmes classiques de la recherche sur les inégalités témoigne d'une désorientation productive (Klinger *et al.* 2007, Solga *et al.* 2009), qui touche également les porteurs de ce projet. Tandis que Hartmut Rosa décrit une problématique d'aliénation typique de la discipline, qui a tendance à attribuer un rôle secondaire aux hiérarchies et aux divergences d'intérêts au sein de la société, le protagoniste Stephan Lessenich met l'accent sur le conflit sociopolitique portant sur la répartition des pertes de prospérité absolue et relative qu'il considère être la « nouvelle question sociale » (Lessenich/Nullmeier 2006, Lessenich 2009b, c). Klaus Dörre adopte ici un point de vue en relative opposition avec les deux positions précédentes. Il considère que le *Landnahme* entraîné par la finance peut potentiellement déclencher une redéfinition des classes sociales, tout en soulignant que la formation des classes a un caractère processuel, qu'il existe une pluralité de mécanismes d'exploitation et que des « luttes des classes » peuvent également survenir entre les différents groupes subalternes et en leur sein. Jusqu'à présent, aucun des porteurs du projet ne s'est intéressé de manière systématique à la question métaproblématique qui sous-tend cet angle d'approche, à savoir l'influence du conflit social économique et écologique sur les structures de l'inégalité et sur les clivages sociostructurels des capitalismes développés. La thèse est formulée ici du point de vue du *théorème de l'activation*. Selon celui-ci, nombre d'éléments portent à penser que la répartition inégale des ressources d'activité et de mobilité est en train de devenir une nouvelle ligne de division sociale – qui est stable du moins temporairement – et que se déploient le long de cette ligne des processus de fermeture des espaces de solidarité, de (non-)reconnaissance des modèles de vie et de culturalisation des conflits sociaux (Lessenich 2009d). Aujourd'hui déjà, on peut deviner que ces processus dépassent les clivages structurels des sociétés de croissance capitalistes – de la « question ouvrière » au conflit entre les sexes en passant par les divisions ethniques –, ce qui entraîne une reformulation plus large de la question de « l'intersectionnalité » des formes et des dynamiques des inégalités sociales. L'antithèse adopte la perspective de l'*accélération* sociale. Dans cette optique, la question se pose de savoir si, à l'heure du capitalisme tardif, les mouvements pendulaires de l'État-providence, qui oscille constamment entre les

contraintes économiques d'accumulation et les exigences démocratiques de légitimation, peuvent se maintenir à long terme, étant donné que, dans une situation de non-croissance, les conflits portant sur la répartition des richesses et les divergences d'intérêts doivent être résolus « à partir de la substance » (Lutz 1984 : 235).

(b) Innovation théorique : le changement de formation sociale du point de vue de la sociologie du savoir

L'innovation théorique envisagée ici, qui sera fondée sur l'exploration empirique de l'axe de recherche concerné, consistera à formuler du point de vue de la sociologie du savoir une analyse de la reproduction – à la fois dynamique et stable – des sociétés modernes démocratiques capitalistes à partir des travaux antérieurs consacrés à une sociologie politique de « l'activation » (Lessenich 2003). En s'inspirant des résultats des recherches empiriques en cours sur l'acceptation subjective des programmes sociopolitiques d'activation ainsi que sur leur interprétation et leur redéfinition, la problématique de sociologie du savoir contenue dans les travaux passés du protagoniste Stephan Lessenich sera développée de manière systématique. On posera ici la question de la constitution, de la reproduction et de la transformation des régimes sociaux de savoir. On analysera la dynamique existant entre la formation de structures institutionnelles, les savoirs sociaux et les pratiques sociales quotidiennes en s'appuyant sur l'exemple de « l'activation » en tant que mode contemporain de régulation politique qui est mis en œuvre par le biais de la restructuration du modèle de l'État social. On pourra ainsi analyser en détail le fait que la formation sociale du capitalisme tardif s'autodésigne comme un contexte dynamique de croissance – ou dans le cas présent, comme un ordre social de la mobilisation permanente de soi et des autres. L'intérêt théorique porte ici sur les questions suivantes : par le biais de quels mécanismes sociaux le régime de savoir du « capitalisme flexible » se constitue-t-il et se reproduit-t-il ? Quels sont les potentiels sociaux de dynamisation intentionnels et non intentionnels inhérents à ce régime ? Quelles configurations politiques et sociales structurellement paradoxales et ayant tendance à s'autotranscender (en d'autres termes, transformatives) ce régime produit-il ? La théorie formulée ici est donc systématiquement rapportée non seulement aux approches récentes de la sociologie de la culture et à une théorie de la pratique en ce qui concerne l'étude des mécanismes de reproduction de « l'ordre » social (Kertschner/Mersch 2003, Reckwitz 2003, Hörning 2004), mais également aux quatre méta-thèmes traités au sein du centre de recherche. Par ailleurs, le centre constituera un cadre institutionnel permettant d'élargir la perspective nationale qui jusqu'à présent a fortement marqué les recherches pour l'ouvrir à d'autres questions pertinentes dans le contexte de la société mondiale, à savoir la non-contemporanéité des différentes formes d'intervention de l'État(-providence), les interactions qui existent entre ces formes et la stabilisation de leurs limites. La configuration contemporaine de sociation capitaliste mondiale est caractérisée par la coexistence de « capitalismes multiples » dotés chacun de modes d'intervention étatique présentant divers degrés de développement. Tandis que différentes variantes spécifiques de la politique « d'activation » sont imposées dans les capitalismes industriels tardifs (qui eux-mêmes ne constituent pas un groupe homogène), on observe des formes classiques de prolétarianisation (« originelle ») politiquement médiatisée et de régulation (plus ou moins) rudimentaire par l'État social dans les économies des pays du BRIC ainsi que dans plusieurs « pays émergents » marqués par le capitalisme industriel. Les futurs travaux de recherche auront pour objectif d'analyser les effets dynamisants de cette évolution capitaliste non contemporaine (à l'échelle mondiale), qui sont le résultat entre autres des effets de

concurrence internationale et de diffusion institutionnelle ainsi que des processus de politique transnationale et de migration mondiale.

(c) *Configuration* : Protagoniste : Stephan Lessenich, antagoniste : Hartmut Rosa, médiateur : Klaus Dörre. Les chercheurs associés confirmés Claus Offe (Berlin) et Beverly Silver (Baltimore) tiendront le rôle de donneurs d'impulsion. Les analyses du protagoniste de cet axe de recherche ont jusqu'à présent été fortement influencées par les travaux de sociologie politique de Claus Offe ainsi que par ses réflexions concernant une théorie de l'État. Les publications récentes de Claus Offe consacrées aux marges de manœuvre des institutions démocratiques et aux conditions d'une politique progressiste apporteront ici des impulsions productives. À l'inverse, la théorie d'Offe pourra s'enrichir au contact des approches de la sociologie du savoir et de la théorie de la pratique. Beverly Silver apportera aux discussions et aux innovations théoriques de cet axe de recherche une perspective tenant à la fois compte des acteurs et du système mondial grâce à ses travaux historico-sociologiques consacrés aux ressources sociales de pouvoir, aux conflits sociaux de classes et à l'économie politique de la mondialisation.

(4) *La croissance : dégénération ou transformation de la démocratie ?*

(a) *Angle d'approche* : Si la croissance matérielle, le travail salarié et la régulation par l'État-providence perdent leur pouvoir d'intégration sociale, on assiste automatiquement à une mise en question de la stabilité des institutions et des procédés démocratiques ainsi que de leur capacité à régler des problèmes. À l'inverse, même les partisans de la croissance au sein des élites des pays du Nord témoignent désormais ouvertement de leur admiration à l'égard du mode d'intervention autoritaire et centralisateur employé pour faire face à la crise, par exemple en République populaire de Chine. Même les auteurs qui critiquent le nouvel autoritarisme (Wallerstein 2008) doutent de la viabilité à terme des démocraties parlementaires et parlent de conditions postdémocratiques (Crouch 2008, Deppe 2010). La plupart des scénarios envisagés s'accordent à diagnostiquer un changement fondamental de la portée des conflits sociaux et culturels. Ces conflits ont perdu leur force cohésive et leur pouvoir de stabilisation des institutions démocratiques (Silver 2003, Wacquant 2009). L'effet sociatif du « conflit », que Simmel attribuait même à certaines formes de guerre, semble bizarrement s'être estompé au sein des sociétés contemporaines. À la vue de la confusion qui résulte de ces évolutions, il n'est pas surprenant que, dans cet axe de recherche également, les prises de position des porteurs du projet entraînent des frictions. Hartmut Rosa adopte ici un point de vue particulièrement sceptique. En effet, à ses yeux, l'accélération sociale entraîne une désynchronisation irrémédiable de l'économie et de la démocratie, qui provoque une délégitimation des institutions et procédés démocratiques. En revanche, Klaus Dörre se concentre ici sur les courants et les forces hétérodoxes qui pourraient être à l'origine d'un renouveau des conceptions de la démocratie (économique). Stephan Lessenich, quant à lui, formule à partir des conflits portant sur l'État-providence – auquel il est désormais impossible de renoncer – un programme visant à le démocratiser. Une question fondamentale n'a pas encore été posée dans cette controverse : quelles sont les conséquences de la nouvelle mutation structurelle de l'espace public (commercialisation du secteur des médias, précarisation de l'emploi, fragmentation de l'espace public, communication sur le mode de la scandalisation) ? Et quel est le rapport existant entre ce changement structurel et les logiques

élémentaires de dynamisation auxquelles sont soumis les capitalismes développés ?

(b) *Innovations théoriques* : Pour cet axe de recherche, les thèses de travail qui orienteront les recherches ne seront pas formulées par l'un des porteurs du projet mais par Nancy Fraser, chercheuse associée confirmée qui nous a assuré définitivement sa collaboration. Le changement structurel continu que connaissent les espaces publics démocratiques (Fraser 2010) servira ici de point de départ à la réflexion. Partant de là, l'analyse portera sur les procédés et les institutions démocratiques. Il conviendra de vérifier si l'on assiste, dans le cadre des conflits sociaux portant sur la logique d'augmentation perpétuelle qui caractérise la sociation capitaliste, à l'émergence d'espaces publics et de mouvements alternatifs susceptibles de devenir les catalyseurs d'une nouvelle organisation sociale et éventuellement d'une nouvelle démocratisation des rapports sociaux (Chavel 2006). Le rôle de l'antagoniste critique reviendra pour cet axe de recherche à William E. Scheuerman qui, dans ses travaux, adopte la perspective de l'histoire des idées et du droit afin de sonder les potentialités et les limites de la démocratie et de la démocratisation, notamment en les confrontant au théorème de l'accélération (Scheuerman 2004, Rosa/Scheuerman 2009).

(c) *Configuration* : Protagoniste : Nancy Fraser (New York), antagoniste : William E. Scheuerman (Bloomington). Pour cet axe de recherche, les trois porteurs du projet tiendront le rôle de médiateurs.

4.4 Méta-thèmes

Les quatre axes de recherche présentés sont liés entre eux par la relation interne existant entre les trois principes d'augmentation perpétuelle qui sont stratégiquement placés au centre de notre projet de recherche. Sont abordées dans les différents axes de recherche les institutions élémentaires de la sociation capitaliste qui entretiennent un rapport paradoxal avec les principes de dynamisation. En plus de ces axes de recherche, quatre méta-thèmes transversaux seront étudiés au sein du centre. Ces thèmes sont (1) la justification et la légitimation d'une *sociologie de la critique*, (2) une étude des différentes *variétés de capitalisme*, (3) la tentative de fonder sur une *théorie de l'action* l'analyse de la dynamisation, qui jusqu'à présent a été abordée dans une perspective plutôt structuraliste ainsi que (4) l'affinement de l'analyse des *choix stratégiques* et des *possibilités alternatives de développement*. Ces quatre méta-thèmes seront étudiés en permanence à travers les différents axes de recherche. Outre les porteurs du projet et certains chercheurs associés, les collaborateurs scientifiques du centre seront également responsables de l'étude des méta-thèmes dont ils garantiront le suivi. Ces méta-thèmes s'inscrivent eux aussi dans un contexte théorique commun.

(1) *Sociologie de la critique* : On pourra ici se référer au débat détaillé sur les potentialités et les limites de la critique sociologique (Celikates 2009, Forst *et al.* 2009, Jaeggi/Wesche 2009, Basaure *et al.* 2009, Lessenich 2009a, Vobruba 2009, Rosa 2010). L'objectif est ici de réfléchir sciemment aux fondements normatifs de la sociologie critique et à la manière dont celle-ci peut être reliée à la critique quotidienne du capitalisme formulée par des individus ou des groupes sociaux (Saar 2009 : 567 *sqq.*, Boltanski 2010). Il s'agira entre autres de vérifier la thèse controversée parmi les porteurs du projet selon laquelle les ressources de légitimation de la dynamique de croissance capitaliste se trouvent également (et notamment) en Allemagne dans un état d'érosion plus avancé que ne le suggère la

gestion largement non conflictuelle de la crise économique (Dörre *et al.* 2009, pour un point de vue critique : Lessenich 2009b, Rosa 2009b). Du point de vue métathéorique, il est indispensable de réfléchir à la position de la critique sociologique et à son potentiel avant de pouvoir la confronter à d'autres théories du capitalisme, telles que la théorie institutionnaliste.

(2) *Variétés de capitalisme* : La dimension mondiale de la double crise économique et écologique témoigne d'une problématique transversale aux différentes formations qui affecte (non seulement) les sociétés capitalistes (Streeck 2009, Beyer 2010). Toutefois, certains éléments indiquent que les institutions présumant que les acteurs adopteraient des stratégies d'action divergentes dans le cas d'une résolution collective de la problématique de la croissance (Hall/Soskice 2001, Fligstein/Cho 2006, Hancké 2009). Jusqu'à présent, les porteurs du projet ont volontairement négligé dans leurs discussions les divergences institutionnelles existant entre les différents modèles nationaux de capitalisme. Il ne fait cependant aucun doute que la déstabilisation qui touche les différents modèles de capitalisme prend des degrés divers et que le potentiel de dépassement de la crise est inégalement réparti. Il conviendra à l'avenir d'analyser de plus près cet aspect en tenant compte du paradoxe existant entre les impératifs de dynamisation et les limites de la croissance. Une approche similaire sera adoptée pour comparer les systèmes capitalistes avec l'(ancien) socialisme bureaucratique d'État. Du point de vue analytique, souligner les divergences institutionnelles présente un attrait certain, en particulier parce que cela permet implicitement de poser la question des marges de manœuvre politiques. Afin de pouvoir véritablement examiner ces dernières, il sera nécessaire de fonder les analyses de la dynamisation sur une théorie de l'action.

(3) *Sociologie politique/théorie de l'action* : La spirale capitaliste de l'augmentation perpétuelle du *Landnahme*, de l'accélération et de l'activation n'influe pas les sous-systèmes sociaux sans qu'aucun acteur n'intervienne. De même, un aiguillage vers des modes alternatifs de sociation ne peut se concevoir sans l'intervention de sujets agissants. À cet égard, il nous faut constater de manière critique que nos trois théorèmes de dynamisation sont en reste du point de vue d'une théorie de l'action. On pourrait ainsi interpréter le *Landnahme*, l'accélération et l'activation comme des logiques fonctionnalistes qui relèguent l'intervention des acteurs à un rang marginal. Manifestement, de telles interprétations sont en contradiction avec notre intention réelle. Il convient donc d'élaborer une théorie de l'action des acteurs dominants et hétérodoxes qui puisse s'appliquer aux différents champs sociaux et qui élargisse en même temps l'analyse aux forces et aux mouvements antihégémoniques. Dans ce contexte, il pourrait s'avérer fructueux de concevoir les stratégies de gestion et de dépassement de la crise comme des formes « d'action créative » (Joas 1992) qui doivent se déployer et faire leurs preuves au sein de différents champs sociaux qui sont structurés par des règles et des relations de pouvoir spécifiques (Bourdieu 1993 : 107-114). Dans le cadre de la Nouvelle économie politique, Streeck et Thelen (2005) ont élaboré un modèle d'action qui se prête à un développement critique, notamment à l'aide du théorème du *Landnahme*. La théorie de la pratique (Reckwitz 2006), la théorie poststructuraliste du discours et de l'hégémonie (Laclau/Mouffe 2006) ou encore la théorie matérialiste de l'État (Jessop 2008) peuvent également étayer une théorie de l'action. Élargir notre perspective d'analyse à la théorie de l'action ne constitue cependant pas une fin en soi. Ce travail permettra d'identifier les forces sociales qui peuvent favoriser ou entraver le passage à des sociétés de (non-)croissance socialement et écologiquement durables.

(4) *Porteurs et destinataires sociaux d'une sociologie de la critique* : Est posée ici la question du potentiel et des limites des « choix stratégiques ». Il est important de réfléchir ici aux opportunités et aux limites que présentent la genèse et la réussite des mouvements sociaux afin de pouvoir débattre de la question du « sujet politique » des éventuels processus de changement. Cette problématique permet de reprendre le premier méta-thème, à savoir la construction d'une « position d'extériorité » critique, puisque nous sommes d'accord avec Boltanski (2010 : 21) pour affirmer « qu'une théorie critique ne saurait être consistante qu'en étant adossée à l'expérience d'un collectif ». Nous partageons la conviction que la critique sociologique obtient sa légitimité en permettant une « empathie avec la souffrance des autres » (*ibid.* : 29) – sans pour autant tomber dans une identification dénuée de tout recul – et en tentant ainsi de créer un lien entre la critique quotidienne de la société et la « grande critique ». Ce n'est que de cette manière que l'on pourra développer une certaine sensibilité à l'égard des modes alternatifs de développement de la société.

Les quatre méta-thèmes ne seront pas abordés séparément mais joueront bien plus un rôle important au sein du centre de recherche dans la mesure où ils seront traités en permanence et en collaboration avec certains chercheurs associés. Néanmoins, chaque méta-thème sera traité principalement – mais non dans son intégralité – en rapport avec l'un des axes de recherche (*sociologie de la critique* : axe de recherche 2 ; *variétés de capitalisme* : axe de recherche 1 ; *théorie de l'action* : axe de recherche 4 ; *porteuses sociales* : axe de recherche 3). Par ailleurs, les métha-thèmes forment l'appareil formel à l'aune duquel les porteurs du projet souhaitent évaluer respectivement leurs innovations théoriques.

5 Lieu, structure du centre, modalités de travail, chercheurs associés

Nous avons conscience du fait que les complexes thématiques envisagés sont extrêmement vastes. Cependant, nous pensons disposer grâce à nos travaux préalables d'une grille d'analyse qui nous permet de (ré)intégrer le « Think Big » (« penser grand ») d'une manière adéquate au sein de la recherche sociologique. Partageant tous l'idée selon laquelle l'élaboration de « grandes » théories est progressivement devenue une tâche collective, nous estimons que le centre de recherche envisagé constitue une opportunité unique de poursuivre le mode de travail dialogique que nous avons déjà expérimenté, et ce, dans un cadre amélioré, élargi et systématisé. Un centre de recherche offrirait aux chercheurs associés tout comme aux porteurs du projet un environnement intellectuel permettant d'éviter l'écueil de l'autoréférentialité et de la redondance des débats universitaires.

La concentration de plusieurs chercheurs au sein d'une structure qui dispose d'une visibilité certaine augmente la probabilité que ce débat soit entendu à l'échelle internationale. Pour ce faire, le centre servira de forum aussi bien à des chercheuses confirmées et de renommée internationale qu'à de jeunes chercheuses ambitieuses et leur permettra d'intervenir dans les débats sur les principes de dynamisation du capitalisme et ses limites écologiques et sociales par le biais de contributions originales formulées dans le cadre d'un échange constant avec les praticiens. Afin de garantir l'existence de ce forum, le centre a besoin (5.1) d'un lieu éminent à l'atmosphère agréable qui incite au travail coopératif et à l'échange intellectuel, (5.2) d'une méthode de travail dialogique ainsi que (5.3) de chercheurs associés de renommée internationale qui souhaitent échanger et participer à un

processus de recherche commun.

5.1 Lieu et infrastructure de personnel

Afin de garantir la visibilité du centre et de favoriser la coopération avec d'autres institutions, l'université mettra à disposition de ce projet un bâtiment prestigieux disposant de locaux adaptés aussi bien à d'intenses travaux de recherches qu'à un échange libre ou à un débat structuré. De par sa grande tradition dans le domaine des sciences humaines, Iéna offre un environnement remarquable pour un tel centre. Un bâtiment prestigieux situé à proximité du centre-ville, dans la Humboldtstraße 34 (cf. photo), est d'ores et déjà mis à la disposition du centre. Toutefois, ce bâtiment ne permettra pas à lui seul d'assurer le fonctionnement du centre et la continuité des échanges. Pour garantir cette continuité, il sera indispensable de créer une infrastructure disposant du personnel nécessaire et permettant au centre de développer une identité propre. Cette infrastructure sera assurée par la présence continue d'un personnel scientifique sur place, qui accompagnera les chercheurs associés, organisera des débats, assurera le suivi des publications et assumera également le travail de relations publiques.

Pour réaliser ces tâches, quatre postes de chercheurs seront créés ainsi qu'un poste consacré aux nombreuses tâches administratives et de relations publiques. Les collaborateurs scientifiques, qui constitueront la « pièce maîtresse » du centre, seront recrutés à l'international. Ces collaborateurs devront disposer de qualifications avérées concernant l'un des méta-thèmes et travailleront sur place. Ils seront donc soumis à une stricte obligation de présence. Ils seront également chargés d'accompagner les chercheurs associés et d'assurer la cohésion logistique du centre. L'un des porteurs du projet se dégagera de ses obligations pour se concentrer sur ses activités au sein du centre et sera également soumis à l'obligation de présence.

5.2 Modalités de travail et structure du centre

Seront *membres* du centre, outre le personnel qui lui sera directement rattaché, les *porteurs du projet*, les *chercheurs associés*, confirmés ou non, les *conseillers scientifiques*, les membres des *groupes thématiques internes* ainsi que les *participants praticiens*, parmi eux par exemple certains journalistes triés sur le volet. Les savoirs ainsi que les compétences spécifiques des différents membres du centre seront mis à profit dans le cadre d'une méthode de travail dialogique.

(1) *Méthode de travail dialogique* : Le centre développera une méthode de travail dialogique. Les porteurs du projet désignent ainsi un procédé au cours duquel sont formulés sur le mode de la critique réciproque des catégories et des concepts de synthèse qui se basent sur des recherches antérieures. Les prises de position, les divergences, les débats et les controverses qui auront lieu au sein du centre ainsi que leurs résultats seront rendus accessibles en toute transparence également aux personnes extérieures au centre. Cette démarche peut paraître évidente, il s'avère toutefois que les processus actuels de coopération scientifique ne la favorisent pas, loin de là, et qu'adopter une telle posture relève de la plus haute exigence. En effet, un tel procédé de travail suppose que les chercheurs participants respectent leurs différentes approches et soient prêts à s'exposer à une critique acerbe et à en tirer des enseignements. Les porteurs du projet ont mis ce procédé à l'épreuve au cours des dernières années et

ont obtenu à leur sens un résultat positif¹. Il s'agit désormais de mettre ce même procédé en pratique au sein d'un groupe nouveau, considérablement élargi et institutionnalisé, comprenant des chercheurs renommés qui ont développé au fil de leur carrière des modes de travail très personnels.

La méthode de travail dialogique repose sur quatre principes constitutifs : (a) *Le principe de la controverse* : Suivant la méthode éprouvée, les textes et les résultats des recherches feront l'objet d'une discussion interne au centre de recherche dans le cadre de séminaires de recherche hebdomadaires et annuels – ces derniers ayant une durée d'une semaine. L'intégralité du centre, y compris les chercheurs associés et les jeunes chercheurs, participera aux séminaires annuels. Seront en outre organisés en fonction des besoins des ateliers, des ateliers d'écriture et des séminaires thématiques auxquels participeront les chercheurs associés. (b) *La pérennisation des résultats* : La quatrième année sera consacrée à une discussion commune et à la rédaction d'un résumé provisoire des travaux réalisés dans le cadre des axes de recherche étudiés. Cette tâche incombera aux porteurs du projet. Au cours de la quatrième et de la huitième année, trois mises à disposition seront donc nécessaires. (c) *La synthétisation* : Lors de l'analyse des différents thèmes, les chercheurs se fonderont sur les résultats de leurs recherches antérieures et les compléteront à l'aide d'une étude de la littérature existante et des analyses secondaires de statistiques. L'objectif principal demeure de débattre de la viabilité analytique des concepts de dynamisation et de développer de nouveaux théorèmes innovants à partir de ceux-ci, théorèmes qui seront systématiquement mis en perspective les uns avec les autres. (d) *Transfert* : Le centre de recherche se donne pour objectif de faire entendre, à l'échelle internationale si possible, le point de vue sociologique dans le concert des partisans et des pourfendeurs de la croissance. Il convient par conséquent d'accorder une haute priorité à la publication de travaux d'excellence ainsi qu'au transfert des résultats de la recherche.

(2) *Dialogue préparé* : Au cours du projet (d'une durée de huit ans), chaque porteur du projet assumera une fonction particulière au sein des différents axes de recherche. Les porteurs du projet seront tour à tour *protagonistes* (responsables des thèses de travail et du texte d'orientation), *antagonistes* (responsables de l'antithèse et du commentaire critique) ou *médiateurs*. Ces fonctions sont exercées pour un axe de recherche précis, deux années étant consacrées à chaque axe. Au cours de la première année, le travail du protagoniste sera au premier plan. Il organisera l'atelier d'ouverture et rédigera le texte de base qui constitue le point de départ de la discussion au sein du centre. Le troisième semestre fera la part belle à l'antagoniste qui se chargera d'organiser les retours critiques. Le quatrième semestre permettra au médiateur de synthétiser les différents angles de recherche et les débats du centre. Il préparera la conférence principale du centre consacrée à cet axe de recherche. Le protagoniste (premier et deuxième semestre), l'antagoniste (troisième semestre) et le médiateur (quatrième semestre) seront dispensés d'enseignement pour la période qu'ils consacreront principalement à leurs activités au sein du centre. En compensation, le centre financera des postes de

¹ La rédaction de notre ouvrage intitulé *Soziologie – Kapitalismus – Kritik : eine Debatte* s'est déroulée en plusieurs étapes. Dans un premier temps, les différents concepts ainsi que leurs critiques ont été présentés et débattus de manière intense dans le cadre d'un séminaire de recherche auquel participaient de jeunes chercheurs et des étudiants. Dans un deuxième temps, les textes fondamentaux ont été rédigés puis discutés par les auteurs et les jeunes chercheurs lors d'un séminaire d'une semaine. Un an plus tard, les critiques et les réponses réciproques avaient été rédigées et un résumé collectif formulé par les auteurs a été soumis aux jeunes chercheurs. Au centre de ce second séminaire d'une semaine se trouvaient les textes de ces jeunes chercheurs rédigés à l'issue de notre débat critique. Les textes discutés lors de ce deuxième séminaire ont entre temps fait eux aussi l'objet d'une publication séparée (Becker *et al.* 2010).

professeurs remplaçants qui permettront à de jeunes chercheuses de franchir une nouvelle étape dans leur carrière universitaire. Le travail s'articulera pour chaque axe autour du texte d'orientation rédigé par le protagoniste. Ce texte devra être transmis aux autres porteurs du projet sous forme de thèses dans un délai maximum de trois mois et sera soumis au débat au sein du centre sous une forme plus élaborée dans un délai maximum de neuf mois. Deux à quatre chercheurs confirmés viendront compléter le groupe de chercheurs du centre.